

UN COUP D'ÉTAT MILITAIRE EN ALLEMAGNE

Le Gouvernement Allemand en Fuite

Appuyés par les troupes de la Baltique Von Lutwitz et Von Kapp s'emparent du Gouvernement.

Les Partis Socialistes ont voté la Grève Générale.

Un coup d'Etat militaire vient de renverser le gouvernement en Allemagne. Le ministère est en fuite.

Von Kapp, Directeur général en Prusse Orientale et le général von Lutwitz qui ont dirigé le mouvement, paraissent actuellement avoir complètement réussi.

La proclamation qu'ils ont lancée après avoir pris possession de tous les services centraux de l'Empire annonce la dissolution de l'Assemblée nationale.

Les deux fractions du Parti socialiste ont décidé immédiatement la grève générale pour contraindre le dictateur militaire.

Les informations parvenues sur ces événements sont malheureusement trop peu explicites pour permettre de voir la situation sous son jour exact.

Toutefois, l'attitude des socialistes allemands pendant la grève générale indique que nous nous trouvons en présence d'un mouvement essentiellement réactionnaire.

Le coup de force

Berlin, 13 mars. — Les troupes revenant de la Baltique, cantonnées à Döberitz, ont pénétré, dans la matinée de samedi, à Berlin et ont occupé la Wilhelmstrasse. Une proclamation annonçant que le gouvernement d'Empire a cessé d'exister. Le général von Kapp, monarque notoire, a été nommé directeur général de l'Empire et a nommé le général von Lutwitz commandant en chef des forces militaires. Une deuxième proclamation déclare que la Constitution est dissoute et qu'un nouveau gouvernement est en formation. Les partis socialistes ont déclaré la grève générale.

Le Gouvernement est parti mais il n'a pas démissionné

Berlin, 13 mars. — Une édition spéciale du « Lokale Anzeiger » déclare que le Gouvernement a rejeté l'ultimatum présenté par la brigade d'Erhardt. L'ultimatum expirait à 7 heures du matin.

Les membres du Gouvernement ont quitté Berlin en automobile sans avoir démissionné. Le chancelier Bauer a quitté Berlin le dernier. La brigade Erhardt est entrée à Berlin avec les troupes de la marine, de la Luftwaffe et de la cavalerie.

Toutefois, on dit que...

Dile, 13 mars. — On mande de Berlin : Suivant certaines informations, les ministres se seraient réunis en automobile. Suivant d'autres informations, ils ont été arrêtés. Le chancelier Bauer aurait déposé le pouvoir sans opposer de résistance, afin d'éviter toute effusion de sang.

M. Kapp, Jagow et le général Falkenhäuser seraient à la tête du mouvement contre-révolutionnaire.

L'Assemblée Nationale dissoute

Berlin, 13 mars. — La garde d'empire et la sûreté n'ont opposé aucune résistance aux troupes de la Baltique. Une partie a passé au nouveau gouvernement, l'autre partie n'a opposé aucune résistance.

Jusqu'à présent, le mouvement n'a causé aucune effusion de sang.

L'ex-président Ebert et ses ministres ont pris la fuite.

Le nouveau gouvernement est maître de tous les ministères et de tous les services publics. Il a, notamment, occupé l'Office central des Télégraphes.

Dans le courant de l'après-midi, la proclamation suivante a été publiée :

L'ancien Gouvernement a cessé d'exister. L'autorité entière passe entre les mains du sous-secrétaire d'Etat général, Kapp de Königsberg, maintenant chancelier d'empire et président du Conseil.

Le chancelier a appelé au haut commandement militaire, en même temps qu'au ministère de la Défense de l'Empire, le général baron von Lutwitz.

Un nouveau gouvernement d'ordre et de liberté et d'action est en formation.

Signé : Baron von LUTWITZ, KAPP, Directeur général.

Le mandat de l'Assemblée nationale pour l'élaboration d'une Constitution et pour la conclusion de la paix est annulé.

Dès que l'ordre intérieur sera rétabli, on procédera à de nouvelles élections.

La Diète prussienne est aussi dissoute, vu la transformation de la situation politique.

Le nouveau Ministère est constitué

Berlin, 13 mars. — Le nouveau ministère d'Empire est provisoirement constitué de la façon suivante : M. Kapp, chancelier d'Empire ; M. Traub, ministre des cultes ; général von Lutwitz, ministre de la Défense ; le conseiller supérieur des finances Bank, devient ministre des finances.

Les autres ministères n'ont pas encore été nommés. Il apparaît que l'on a l'intention de proclamer le maréchal Hindenburg, président d'Empire.

On annonce que le ministre d'Empire de la Justice, M. Schiffer, et le sous-secrétaire d'Etat Albert, ont reçu le nouveau gouvernement.

Quel est le but ?

Berlin, 13 mars. — On lit dans « Le Temps » : Le mouvement contre le gouvernement Ebert, Bauer et Schlieffmann, annoncé à maintes reprises, a-t-il pour but une restauration monarchique immédiate ?

On ne peut le savoir encore, mais ce qui est certain, c'est qu'il est l'œuvre de militaires qui ne vivent avec le régime républicain que sur un pied de paix armée. Le gouvernement a déclaré l'offensive contre les chefs de la réaction et les militaires de l'ancien régime.

Un certain nombre de ceux-ci qui devaient être arrêtés, ayant réussi à s'échapper, les chefs du mouvement ont jugé qu'il n'y avait pas de temps à perdre, et ils ont fait marcher les troupes en garnison dans la banlieue de Berlin, dont beaucoup d'éléments venus des vieilles provinces de Prusse sont imbus de l'esprit de l'ancien régime et cachent à peine leur hostilité déclarée contre les hommes au pouvoir.

D'autre part, avant-hier, les nobles de Saxe, la Prusse, la Bavière et de l'Allemagne, la Saxe, la Bavière et les pays rhénans.

Du moins, le coup des militaires de Berlin éclaire toute la situation pour nous, pour l'Allemagne et pour l'opinion universelle. Il montre la Prusse idéalement à elle-même et met fin à l'illusion dangereuse d'une opinion convertie à Berlin par les leçons de la guerre et d'une ère nouvelle de démocratie.

On s'attend à la guerre civile

« Le Temps » apprend de Sarrebrück que les missions alliées sont très menacées et que l'on s'attend à voir éclater la guerre civile.

D'autre part, avant-hier, les nobles de Sarrebrück étaient venus apporter à M. Baumbach, protestations de fidélité, de dévouement et de confiance. Or, hier, des agitateurs venus d'ou-

Programme du nouveau gouvernement

Il n'est pas opposé au Traité de Versailles

Berlin, 13 mars. — L'ultimatum adressé par la brigade de marine Erhardt au gouvernement demandait le remplacement des ministres non compétents, par des techniciens, la réintégration du général von Lutwitz dans ses fonctions de commandant et l'annulation pour toutes les personnes arrêtées dans cette affaire, notamment le capitaine Papst.

L'ultimatum ne parlait pas de la retraite du président Ebert.

Les membres du gouvernement ont quitté Berlin ce matin, vers 7 heures, se dirigeant vers Dresde. Le ministre de la Justice, M. Schiffer, serait resté et aurait été emprisonné.

Le chancelier Kapp convoque les journalistes étrangers, ce matin, et a déclaré que le mouvement n'était ni réactionnaire, ni monarchiste, qu'il était dirigé uniquement contre le ministère Bauer, accusé d'avoir violé la Constitution en maintenant l'Assemblée constituante et la mission était terminée et en s'opposant aux sentiments du pays dans la question de réélection du président d'Empire. Il a déclaré que son programme comportait de nouvelles élections, suivant cette formule : ordre, liberté, action, sans cesse de confiance.

Le chancelier Kapp a assuré qu'il n'était pas opposé au traité de Versailles, mais qu'il était prêt à en exécuter les clauses raisonnables.

Le général Lutwitz a d'ailleurs envoyé un officier au chef de la mission de contrôle pour lui notifier le changement de ministère et lui dire que rien ne serait changé dans le fonctionnement de la mission.

Jusqu'à présent, on ne signale de bagarres que dans la banlieue. Les troupes de la division de fer ont gardé leur ancien drapeau. Elles ont l'aspect d'une force solide.

Le devoir des Alliés

« Le Journal des Débats » écrit : L'importance des événements dont Berlin vient d'être le théâtre, prouve les efforts persistants des éléments militaires et monarchistes, qui, pour l'instant, cherchent à prendre une revanche intérieure, mais qui songent sans doute aussi, pour l'avenir, à une revanche extérieure.

Peut-être serait-il préférable que cette action se soit déclarée à l'heure actuelle, aujourd'hui et pour assez longtemps encore, les impérialistes sont incapables de toute menace envers l'étranger ; ils rappellent à la réalité ceux qui, de l'autre côté de la Manche ou de l'autre côté de l'Atlantique, étaient un peu trop disposés à admettre que nous étions en présence d'une Allemagne régénérée qu'il fallait avant tout ménager et passer en compte de grève sans oublier le devoir des alliés est de veiller à la stricte exécution du traité de Versailles et au désarmement permanent de l'Allemagne.

En procédant aujourd'hui à leur coup d'Etat, les militaires prussiens montrent qu'ils n'ont pas un sens politique très vif, ni une compréhension très nette des réalités ; ils mettent le monde en garde, c'est à lui de prêter ; la parade est aisée, elle doit être immédiate.

Ce qu'on a vudans les rues de Berlin

Berlin, 13 mars. — Le « Temps » reçoit de Berlin le récit d'un témoin oculaire, qui fait les déclarations suivantes des événements de la matinée :

« Ce matin, quand je sortais de la gare de Potsdam, j'ai trouvé la Place et ses abords transformés en un vaste camp. Les soldats avaient formé les faisceaux, et un matériel énorme de mitrailleurs, canons était déposé au milieu de la Place. Un officier qui m'interrogeait m'a dit appartenir au corps Lutwitz, de Potsdam. Il m'informa que le Gouvernement avait été renversé le matin de bonne heure. »

Des patrouilles armées de fusils et de mitrailleurs parcourent la ville. Sur le ministère de la Guerre flotte l'ancien pavillon de la marine. La circulation en ville se fait comme de coutume. Les personnes habitant assez loin du centre de Berlin ont pu ignorer très tard ce qui se passait en ville de grève générale, mais on ne voit aucun signe sur ce mouvement.

A Cologne, 40.000 manifestants réclament la révision du Traité de Versailles

Cologne, 13 mars. — Dans la journée d'hier, une manifestation comprenant environ 40.000 ouvriers et employés s'est déroulée en cortège à travers les rues de Cologne pour manifester contre la vie chère et pour montrer, tant aux autorités allemandes qu'à celles d'occupation, la force prêtée à appuyer leurs revendications, parmi lesquelles, votre devoir est dévoué au traité de Versailles. On ne signale aucun incident.

Le crime de haute trahison des réactionnaires berlinois

Berlin, 13 mars. — Le parti socialiste majoritaire d'Allemagne a fait, aujourd'hui, la proclamation suivante :

« La division de la marine Erhardt marche sur Berlin ; les lansquenets veulent confier le ministère à des réactionnaires. Nous refusons, nous à nous, à nous soumettre aux forces réactionnaires ; nous n'avons pas fait la révolution pour accepter aujourd'hui de nouveau cette réaction. »

Ouvriers, camarades, ce serait travailler contre vous que d'agir autrement. Nous ne pactisons pas avec les troupes de la Baltique, nous disons non, et encore une fois, non, à vous nous le demandez ! Assurez-vous que vous employez tous les moyens pour empêcher le retour de la réaction sanglante. Faites grève, cessez le travail, enlève toute possibilité d'existence à cette dictature militaire, employez tous les moyens pour défendre la République. Il n'y a qu'un seul moyen pour éviter le retour de Guillaume II : paralyser la vie économique. Ouvriers, proclamez le droit à une dictature militaire.

Les membres socialistes du gouvernement : Ebert, Bauer, Noske, Schlicke, Schmidt, David, Muller.

Le Comité du Parti Socialiste d'Allemagne, Signé : Otto WELLES.

Le pouvoir est pris sur le territoire d'Hambourg

Hambourg, 13 mars. — Le doyen de la garnison, le baron de Wangenheim, publie une proclamation dans laquelle il fait connaître les changements qui se sont produits dans le gouvernement du Reich, et déclare qu'il a pris le pouvoir sur le territoire de Hambourg et des environs.

La Belgique va bouger

Bruxelles, 13 mars. — Le 16 mars auront lieu dans tous les pays des manifestations contre la vie chère.

ALLEZ VOUS COUCHER

A ONZE HEURES AU PLUS TARD

Les Maires du Département du Nord ont reçu cette note officielle de la Préfecture :

« Aux termes du décret du 8 mars 1920 : « A dater du 11 mars 1920, et jusqu'à nouvel ordre, tous les établissements ouverts au public fermeront leurs portes à 22 heures, à l'exception des théâtres et cinémas qui devront être clos à 23 heures. »

DANS LE TEXTILE La Grève des Mineurs

LA GRÈVE CONTINUE

A Roubaix, la journée de samedi a été employée à l'inscription des ouvriers des Concessions de la Fédération Nationale des Mineurs. Les inscrits sur les contrôles, au point de vue de la grève, 17.000 ouvriers ont été inscrits sur les contrôles.

Les ouvriers de Wattrelos se présenteront chaque jour, de neuf heures à midi, et de deux heures à six heures.

Les ouvriers de Wattrelos se présenteront à la Coopérative « L'Humanité ». Ceux de Croix et Wasquehal à la salle des fêtes de Croix.

LES LOUPS MERCA-TIS SE DÉVOIENT ENTRE EUX

Deux marchands de bois belgiques, MM. L'ongin et Roblin, avaient acheté, pour 18.000 fr. de bois qu'ils avaient revendu 285.000 fr. Ils furent poursuivis et condamnés en première instance à huit mille francs d'amende ; ils n'avaient pas eu le temps de payer, ayant eu la singulière idée de faire appel, au lieu de payer les 18.000 francs d'abord. Ils furent donc condamnés à trois mois de prison et dix mille francs d'amende.

Ce qui rend ce procès remarquable, c'est que les deux condamnés avaient été dénoncés par leur acheteur, M. Bichard, qui a dû leur expliquer que leur prix de vente n'était pas raisonnable, puisque leur acheteur leur avait fait un bénéfice de cent pour cent.

« Je suis ravi de ce renseignement », dit le substitut Saillard ; je transmets tout le dossier au Parquet pour que le plaignant soit à son tour incriminé.

LES JOURNAUX À TROIS SOUS

Meaux, 3 mars. — Sans plus attendre la décision concernant l'augmentation du prix des journaux demandée par l'Office National de la Presse, les journaux de Meaux ont porté à 0,15 centimes le prix de vente du numéro.

Catastrophes en Belgique

Le coulage d'un charbonnage s'effondre à Reningen

SIX MILLIONS DE DEGATS

Le coulage du charbonnage de Reningen, dans le Limbourg belge, vient de causer un accident qui coûtera un arrêt de travail d'un an et demi dans le dit charbonnage.

Explosion d'un wagon de munitions à Juchapt

DEUX MOITS, DEUX BLESSÉS

Ce matin des ouvriers étaient occupés à transporter des munitions. Le wagon s'écroula, soudain une formidable explosion se produisit, tuant deux ouvriers et blessant deux autres. Les deux furent grièvement blessés. Quant aux autres ils ont été littéralement dénichés.

Un cadavre dans les fortifications à Abbeville

C'EST CELUI DE LA FEMME D'UN ADJOINT AU MAIRE, ASSASSINÉE A COUPS DE COUPEAU

Amiens, 13 mars. — On vient de découvrir un cadavre, dans les fossés des fortifications, le cadavre de Mme Bonjean, femme de l'adjoint au maire, criblé de coups de coupeau. On croit que le crime a été commis par des ré-

POUR TUER UNE NOUVELLE INVENTION

Paris, 13 mars. — L'« Invention » croit savoir que le Gouvernement vient d'acheter le brevet d'un nouveau canon dont la portée sera de 100 kilomètres. Les officiers de l'armée ont été très intéressés par cette invention pour s'appliquer aux fusils.

Un déserteur-espion condamné à mort

Toulouse, 12 mars. — Le Conseil de guerre a confirmé aujourd'hui le peine de mort prononcée par le Conseil de guerre de la 15^e division d'infanterie contre le caporal Darbonne pour desertion devant l'ennemi. Réfugié en Suisse, Darbonne avait été arrêté par les autorités françaises, donna des renseignements précis sur les Alliés, la défense de nos secteurs et le moral des troupes.

Une Conférence Internationale des Ouvriers Municipaux

Milan, 13 mars. — Une conférence internationale des ouvriers municipaux organisée par la Fédération italienne des ouvriers municipaux vient de s'ouvrir à Milan. Participent à cette conférence les délégués des organisations d'ouvriers municipaux de France, d'Allemagne et d'Autriche.

CHAVIN, pour la France, et KOEPLER, pour l'Allemagne, ont exprimé leur satisfaction au sujet de la reprise des rapports syndicaux internationaux.

Ils ont exposé ensuite les conditions économiques de leurs pays respectifs et exprimé les doutes qu'en raison de cette situation les ouvriers italiens puissent actuellement y trouver du travail.

CHAVIN, au nom de la C. G. T., a parlé des travaux de reconstruction projetés par la France. Il a ajouté que l'organisation ouvrière française considérerait l'introduction de la main-d'œuvre étrangère comme une atteinte à sa position.

CHAVIN a conclu en exprimant sa confiance dans le contrôle de l'organisation ouvrière italienne sur les émigrés.

CARRINI, au nom des organisations ouvrières italiennes, a déclaré que les ouvriers italiens veulent surtout travailler dans leur pays. Il a ajouté qu'il reconnaissait la difficulté d'envoyer de la main-d'œuvre en France, mais il a fait remarquer que des représentants d'industries françaises font appel à cette main-d'œuvre et submergent les marchés du travail et leur rendent ainsi leurs revendications ouvrières.

La question des applications internationales sera discutée demain au commencement de la séance.

Les mineurs anglais posent leurs revendications

Londres, 13 mars. — La conférence de la Fédération des Mineurs réunie à Londres a décidé de s'adresser au 24 mars, M. Lloyd George à propos de la réduction du prix du charbon.

La conférence a décidé de demander une augmentation de salaires de trois shillings par jour pour les travailleurs adultes des mines et de un shilling pour les jeunes gens âgés de moins de 16 ans travaillant dans les basses mines houillères de Grande-Bretagne.